



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Situation en Ukraine

Question au Gouvernement n° 4826

Texte de la question

SITUATION EN UKRAINE

M. le président. La parole est à M. Damien Abad.

M. Damien Abad. Monsieur le Premier ministre, depuis la déclaration de Vladimir Poutine, hier soir, les tensions entre la Russie et l'Ukraine ont atteint leur paroxysme et nous font craindre le pire.

Face au pire, la nation et l'Europe doivent tenir. Elles ne doivent tomber ni dans la duplicité, ni dans la naïveté.

Dans le moment que nous traversons, nous devons tous faire preuve de responsabilité et de dignité. Je tiens à le dire dans cet hémicycle, cette crise ne doit pas être utilisée à des fins politiciennes, ni sur les bancs de l'opposition, ni sur ceux du Gouvernement. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LR, LaREM, Dem et Agir ens, ainsi que sur plusieurs bancs des groupes SOC, FI et GDR.)*

Le moment viendra de faire le bilan de la diplomatie française en Australie, au Liban, au Sahel et en Ukraine. *(« Ah ! » sur plusieurs bancs des groupes LaREM et Dem.)*

Un député du groupe LaREM . Ça n'aura pas duré longtemps !

M. le président. S'il vous plaît ! Seul M. le président Abad a la parole.

M. Damien Abad. Même si elles n'ont pas permis d'amorcer une désescalade, je salue les initiatives diplomatiques de la France pour engager une médiation avec la Russie. Ces tentatives de dialogue ont néanmoins été trop tardives et trop solitaires.

M. Erwan Balanant. Vous, vous avez Fillon pour faire de la diplomatie avec les Russes !

M. Damien Abad. Ne soyons pas naïfs et n'ayons pas peur des mots : il s'agit, de la part de Vladimir Poutine, d'une violation du droit international et d'un affront fait à l'Europe. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LR.)* Contrairement à M. Zemmour ou à Mme Le Pen, nous ne serons jamais dans la complaisance, ni dans la lâcheté, car face à la voix des armes, le rôle de la France est de réaffirmer son entière solidarité à l'égard du peuple ukrainien. *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes LR et Dem.)*

Nous devons à tout prix éviter un conflit armé et défendre une issue diplomatique : c'est la crédibilité de l'Union européenne et de la présidence française du Conseil de l'Union européenne qui se joue.

Nous ne pouvons nous résoudre à voir le sort de l'Ukraine se décider entre Washington et Moscou, en restant

de simples spectateurs impuissants.

Nous ne pouvons accepter de rester marginalisés dans des discussions stratégiques qui nous concernent directement.

L'Europe doit être à la hauteur de son histoire et la France la garante de son indépendance.

Aussi, face à cette situation dramatique, quelle voix collective la France porte-t-elle et quelles sanctions l'Union européenne prendra-t-elle pour trouver une issue positive et politique à cette crise ? (*Applaudissement sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre. (*Mmes et MM. les députés des groupes LaREM, Dem et Agir ens se lèvent et applaudissent longuement.*)

M. Pierre Cordier. Vous applaudirez après, godillots !

M. Jean Castex, Premier ministre. La situation que traversent le monde et l'Europe est effectivement très préoccupante. À cet égard, je n'imaginai pas un seul instant, cher président Abad, que cette question puisse faire l'objet, sur aucun banc, d'une exploitation politicienne, et je suis certain que les jours qui viennent nous le démontreront.

La France, qui préside par ailleurs le Conseil de l'Union européenne depuis le 1er janvier dernier, par la voix du Président de la République, n'a jamais ménagé ses efforts – je vous remercie de l'avoir rappelé – afin de faire prévaloir le dialogue et la voie diplomatique et n'a cessé d'agir dans un cadre multilatéral.

Vous constatez que ces efforts n'ont pas été complètement suivis d'effet.

M. Pierre Cordier. C'est clair !

M. Jean Castex, Premier ministre. Évidemment, cela ne saurait, en quoi que ce soit, invalider leur absolue nécessité, ni la recherche inlassable de la paix par la France et ses alliés occidentaux. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et Dem.*)

Hier soir, par les actes et les déclarations du président Poutine, la Russie a franchi une étape supplémentaire, que nous avons condamnée avec la plus grande fermeté. Oui, la Russie se met en marge du droit international. Oui, la Russie viole les accords de Minsk, qu'elle avait elle-même signés.

Dans le même cadre multilatéral européen et onusien, la France portera maintenant la voix à la fois de la poursuite du dialogue et du soutien indéfectible au peuple ukrainien, ainsi que celle des sanctions qui doivent être apportées à ces faits inqualifiables.

M. Michel Herbillon. Lesquelles ?

M. Jean Castex, Premier ministre. Au moment où je vous parle, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, dont je vous prie, en ces moments solennels, d'excuser l'absence devant votre assemblée, se trouve aux côtés de ses homologues européens pour discuter, notamment sur la base de propositions de la Commission européenne, des sanctions que cette situation appelle. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, Dem et Agir ens.*)

M. le président. Je suis heureux de souhaiter en votre nom la bienvenue à une délégation du Conseil général d'Andorre, membre du groupe d'amitié Andorre-France, conduite par son président, M. Pere Lopez Agràs. (*Mmes et MM. les députés et les membres du Gouvernement se lèvent et applaudissent.*)

Données clés

Auteur : [M. Damien Abad](#)

Circonscription : Ain (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4826

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [23 février 2022](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [23 février 2022](#)